

Hausse des prix des carburants : le gouvernement doit agir immédiatement

Face à la flambée continue des prix des carburants, l'Union des syndicats OGBL-LCGB exprime sa profonde inquiétude et dénonce l'inaction du gouvernement luxembourgeois.

Depuis plusieurs semaines, les prix du diesel et de l'essence augmentent fortement sous l'effet d'une guerre meurtrière et contraire au droit international et des perturbations de l'approvisionnement mondial en pétrole. Cette situation se répercute directement sur les ménages, avec des prix à la pompe qui atteignent à nouveau des niveaux extrêmement élevés.

Au Luxembourg, cette hausse se traduit concrètement par une nouvelle augmentation du diesel, désormais proche de son record historique, sans qu'aucune mesure concrète ne soit mise en œuvre pour protéger les salariés.

Contrairement au Luxembourg, plusieurs États européens ont déjà pris des décisions pour amortir le choc : baisse de la TVA et des taxes sur les carburants, plafonnement des prix à la pompe, aides ciblées pour les ménages et les secteurs les plus exposés, mobilisation des réserves stratégiques. L'absence de réaction du gouvernement luxembourgeois laisse les salariés et leurs familles seuls face à cette hausse brutale du coût de la vie.

Pour l'Union des syndicats OGBL-LCGB, il est inacceptable que les ménages paient seuls les conséquences d'une crise internationale. Dans un pays où la mobilité dépend encore largement de la voiture, la hausse des carburants frappe directement le pouvoir d'achat et accentue les inégalités. Les déplacements domicile-travail deviennent de plus en plus coûteux et pèsent lourdement sur le budget des ménages.

L'Union des syndicats OGBL-LCGB demande au gouvernement de prendre sans délai des mesures concrètes : la mise en place d'un mécanisme de stabilisation des prix des carburants, une réduction temporaire des taxes et accises, des aides ciblées pour les ménages modestes, ainsi qu'un soutien spécifique aux secteurs les plus dépendants.

Cette crise rappelle également l'urgence de réduire notre dépendance aux énergies fossiles. Si elle est absolument nécessaire, la sortie des énergies fossiles doit être socialement juste et équitable. Elle ne peut pas reposer sur une augmentation des coûts pour les ménages.

L'Union des syndicats OGBL-LCGB appelle donc à des investissements massifs dans la transition écologique et à la mise en place de mécanismes de compensation pour les ménages les plus exposés.

Face à une crise qui s'aggrave de jour en jour, l'inaction n'est plus une option. Le gouvernement doit assumer ses responsabilités et agir immédiatement pour protéger les ménages et garantir une transition énergétique qui ne laisse personne de côté.

***Communiqué par l'Union des syndicats OGBL-LCGB,
le 1^{er} avril 2026***